

SAMIR AMIN

LE SOCIALISME DU XXI ème SIECLE

1 . Mon propos n'est pas ici de formuler ce que « sera » ou « devrait être » le socialisme du XXI ème siècle. Une formulation quelconque de ce genre irait à l'encontre de la lecture du marxisme à laquelle j'adhère : que le socialisme (ou mieux le communisme) ne peut être que le produit de la lutte des classes et des peuples exploités et dominés, non la mise en œuvre d'un « projet intellectuel » conçu à l'avance.

Il faut quand même formuler quelques grands principes qui constituent la base de départ d'une réflexion portant sur l'analyse des défis et la portée des luttes (indissociables l'une de l'autre). Les principes formulés dans l'Appel de Bamako (janvier 2006) constituent pour moi une base adéquate, dont je rappelle ici les grandes lignes :

- (i) Construire un monde fondé sur la solidarité des êtres humains et des peuples
- (ii) Construire un monde fondé sur l'affirmation pleine et entière des citoyens et l'égalité des sexes
- (iii) Construire une civilisation universelle offrant à la diversité dans tous les domaines son plein potentiel de déploiement créateur
- (iv) Construire la socialisation par la démocratie
- (v) Construire un monde fondé sur la reconnaissance du statut non marchand de la nature et des ressources de la Planète, des terres agricoles, en mesure de faire face aux défis écologiques planétaires et à celui du climat.
- (vi) Construire un monde fondé sur la reconnaissance du statut non marchand des produits culturels et des connaissances scientifiques, de l'éducation et de la santé
- (vii) Promouvoir des politiques qui associent étroitement la démocratisation sans limite, le progrès social et l'affirmation de l'autonomie des nations et des peuples
- (viii) Affirmer la solidarité des peuples du Nord et du Sud dans la construction d'un internationalisme sur une base anti-impérialiste

Le lecteur trouvera dans l'Appel de Bamako, publié dans de nombreux sites internet, l'argumentaire concernant ces principes, auxquels au demeurant ont adhéré beaucoup de mouvements en lutte.

Sans doute certains exprimeront-ils à son endroit que ces principes se situent en deçà des exigences du communisme qui, dans la tradition marxiste, impliquent l'émancipation complète de l'aliénation marchande. Poursuivre le débat sur ce terrain est certainement nécessaire, mais ne devrait pas constituer un obstacle à la volonté de construire des stratégies de lutte communes.

D'autres, plus intransigeants encore, exprimeront leurs craintes que ces principes n'inspirent une perspective donnant crédibilité à la possibilité d'un « capitalisme à visage humain ». En contrepoint je vois que des avancées dans leur direction ne peuvent être que le produit de victoires remportées contre le déploiement de la logique immanente de l'accumulation du capital. Dans ce sens elles donnent leur contenu à des étapes incontournables sur la longue route du socialisme. Sauf à se cramponner à l'illusion du « tout, tout de suite » et au mythe de la Révolution (en lieu et place d'avancées révolutionnaires) qui , par un coup de baguette magique, permet de l'obtenir.

2. Le moment actuel est caractérisé depuis une trentaine d'années par une offensive du capitalisme (toujours « libéral » par nature) , impérialiste de surcroît (par nature également) qui frappe toutes les classes dominées , au Nord comme au Sud, et plus singulièrement tous les peuples du Sud (la périphérie du système capitaliste mondial) . Cette offensive est multidimensionnelle , tente d'imposer une gestion économique de marchés dérégulés en faveur du capital, de démanteler les acquis sociaux, de réprimer par la violence les résistances populaires, de conduire des « guerres préventives » contre les pays récalcitrants. L'offensive est conduite par l'ensemble des centres impérialistes (la « triade » : Etats Unis, Europe et Japon), ralliés au leadership de Washington.

Le moment d'euphorie du capital et de l'impérialisme - passés à l'offensive sous le drapeau du néo-libéralisme et de la mondialisation - a été de courte durée (1990-95). Très vite les classes populaires sont entrées dans le combat de résistance à cette offensive.

Oui, d'une manière générale, cette première vague de luttes s'est située sur les terrains de la résistance et de la riposte à l'offensive dans toute sa multidimensionalité évoquée plus haut.. La chaîne de ces terrains de résistance est continue et, selon les circonstances de lieu, les luttes se sont déployées sur le terrain principal du défi immédiat auquel les peuples sont confrontés. Dans ce sens la revendication d'une régulation du marché ici, de la promotion des droits des femmes, de la défense de l'environnement, de la défense des services publics, de celle de la démocratie comme les résistances armées aux agressions des Etats Unis et de leurs alliés au Moyen Orient (Iraq, Palestine, Liban) sont indissociables les unes des autres.

Dans ces luttes de résistance les peuples ont innové.

Oui, la culture politique dominante de la gauche avait été marquée aux XIXe et XXe siècles par des pratiques fondées sur l'organisation verticale hiérarchisée des partis, des syndicats, des associations. Dans les circonstances de l'époque les mouvements qu'ils ont animés – transformations sociales radicales et réformistes, révolutions, libérations nationales – ont transformé le monde, dans un sens généralement favorable aux classes populaires et aux peuples dominés.

Néanmoins les limites et contradictions propres à ces formes d'action sont apparues avec vigueur à partir des années 1980-1990. Le déficit démocratique de ces formes, allant jusqu'à l'auto-proclamation « d'avant gardes » armées de la connaissance « scientifique » et de la stratégie « efficace », sont à l'origine des déceptions ultérieures : réformes et révolutions ont porté au pouvoir des régimes dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ont fréquemment mal tenu leurs

promesses, souvent dégénéré, parfois dans des directions criminelles. Ces échecs ont rendu possible la reprise de l'offensive du capital dominant et de l'impérialisme à partir des années 1980-1990.

Beaucoup des anciennes forces politiques de la gauche organisée sont restées à l'écart de ces premières luttes, timides face à l'agression, parfois ralliées aux options libérales et impérialistes. Le mouvement a été amorcé par de « nouvelles forces », parfois d'une manière quasi « spontanée ». Dans leur déploiement ces forces ont promu le principe fondamental de la pratique démocratique : refusant la hiérarchie verticale, promouvant des formes horizontales de coopération dans l'action. Cette avancée de la conscience démocratique doit être considéré comme un progrès « civilisationnel ».

3. Les luttes de résistance ont enregistré des victoires incontestables. Elles ont amorcé (mais seulement amorcé) l'échec de l'offensive du capital et de l'impérialisme. Cet échec est patent dans toutes les dimensions de cette offensive.

Le projet étatsunien de contrôle militaire de la planète, indispensable pour garantir le « succès » de la mondialisation en place, les guerres « préventives » conduites pour en assurer l'effectivité (invasion de l'Afghanistan et de l'Iraq, occupation de la Palestine, agression contre le Liban) sont déjà visiblement mises en échec politique.

Le projet économique et social dit néo-libéral, conçu pour donner une assise forte et stable à l'accumulation du capital – assurer le taux de profit maximal à tout prix – est, de l'avis même des instances qui en sont les auteurs (Banque Mondiale, FMI, OMC, Union Européenne), incapable d'imposer ses conditions. Il est en « panne » : le cycle de Doha de l'OMC est dans l'impasse, le FMI en déconfiture financière etc. La menace d'une crise économique et financière brutale est à l'ordre du jour.

4. Néanmoins il n'y a pas lieu de s'auto-féliciter de ces succès. Ils resteront insuffisants pour transformer les rapports de force sociaux et politiques en faveur des classes populaires, et, de ce fait, demeurent vulnérables tant que le mouvement ne sera pas passé de la résistance défensive à l'offensive. Seule celle-ci peut ouvrir la voie à la construction de l'alternative positive – « un autre monde possible », et meilleur bien entendu.

Le défi auquel les peuples en lutte sont confrontés est tout entier situé dans la réponse qu'ils donneront à la question posée ici : dans les termes exprimés avec force par François Houtart ; passer de la conscience collective des défis à la construction d'agents sociaux actifs de la transformation.

La progression est et sera difficile. Car elle implique la radicalisation des luttes et leur convergence dans la diversité (pour utiliser la formule du Forum Mondial des Alternatives) dans des plans d'action communs, lesquels impliquent une vision stratégique politique, la définition d'objectifs immédiats et plus lointains (la « perspective » qui définit l'alternative, pour nous celle du socialisme du XXI ème siècle).

La radicalisation des luttes n'est pas celle de la rhétorique de leurs discours, mais l'articulation de celles-ci au projet alternatif qu'elles se proposent de substituer aux systèmes de pouvoir social en

place : construire des hégémonies sociales (alliances et compromis de classes) s'imposant comme alternatives aux hégémonies sociales au pouvoir (celles des alliances dominées par le capital, l'impérialisme et les classes locales compradores à son service). Au delà d'une vague « coordination » des luttes (ou même simplement d'échanges de vues) qui ne permet pas de transcender leur émiettement (et leur faiblesse de ce fait), la convergence ne peut être que le produit d'une « politisation » (au bon sens du terme) des mouvements fragmentés. Cette exigence est combattue par le discours de la « société civile non politique », une idéologie directement importée des Etats Unis, qui continue à exercer ses ravages.

La convergence dans la diversité et la radicalisation des luttes trouveront leurs expressions dans la construction incontournable « d'étapes » (dont certains ne veulent pas même entendre le terme évoqué, tant il leur paraît synonyme de compromission et d'opportunisme) permettant (i) des avancées de la démocratisation associées (et non dissociées) du progrès social, et (ii) l'affirmation de la souveraineté des Etats, des nations et des peuples, imposant des formes de mondialisation négociée et non imposée unilatéralement par le capital et l'impérialisme.

Ces définitions du contenu de la construction alternative ne sont certainement pas acceptées par tous.

Certains estiment que la démocratie politique, fut-elle dissociée de la « question sociale » (soumise aux exigences du marché), vaut « mieux que rien ». Il reste que les peuples d'Asie et d'Afrique ne paraissent pas dans l'ensemble disposés à se battre pour cette forme de démocratie dissociée du progrès social (et même en fait associée dans le moment actuel à la régression sociale). Ils préfèrent souvent se rallier à des mouvements para religieux/ethniques fort peu démocratiques. On peut s'en lamenter ; il vaudrait mieux se poser la question du pourquoi. La « démocratie » ne peut être ni exportée (par l'Europe) ni imposée (par les USA). Elle ne peut être que le produit de la conquête des peuples du Sud à travers leurs luttes pour le progrès social, comme cela fut (et est) le cas en Europe.

Tout cela implique que soient approfondis les débats concernant la démocratisation des sociétés. Je parle de « démocratisation », indiquant pat là même le caractère de processus continu de sa progression , et non de « démocratie » qui inspire l'adhésion à des formules toutes faites proposées par le modèle de la démocratie représentative occidentale. Une démocratie au demeurant en recul comme on le dira à propos de la construction européenne. Dans la perspective du socialisme les formules associant le progrès social et la pratique authentique de la démocratie dans la conduite des luttes et la gestion des pouvoirs alternatifs qu'elles permettent de mettre en place seront inventées par les peuples eux mêmes.

La mention même de la nation, de l'indépendance nationale et de la souveraineté déclenche chez certains une crise d'urticaire aiguë. Le « souverainisme » est presque qualifié de « tare du passé ». La nation est à jeter aux ordures, la mondialisation l'aurait d'ailleurs déjà rendue obsolète. Populaire dans les classes moyennes européennes (pour des raisons évidentes liées aux problèmes de la construction de l'UE) cette thèse ne trouve aucun écho dans le Sud (ni aux Etats Unis et au Japon d'ailleurs !).

La vision « non nationale » (ou « post nationale) évoquée procède de l'idée que la mondialisation (ou la régionalisation) constitue désormais le niveau décisif des transformations possibles, le

niveau national ayant déjà perdu cette capacité. En d'autres termes l'idée que la poursuite d'avancées dans « un seul pays » est illusoire. L'idée est moins nouvelle qu'elle ne paraît et rejoint en partie la critique adressée naguère au projet de « construction du socialisme dans un seul pays ».

Je ne partage pas ce point de vue (même si je partage le point de vue critique du « socialisme dans un seul pays », bien que des avancées dans cette direction pouvaient être réalisées dans un seul pays). Je ne crois pas que des avancées préalables aux échelles mondiale et régionales soient possibles, du fait de l'inégalité des conditions qui les permettent ici et pas là.

On retrouvera cette question, évidemment, à propos de l'Europe.

La transformation par étapes n'exclut pas l'affirmation de la perspective à long terme. Pour les uns, comme l'auteur de ces lignes, celle-ci est celle du « socialisme du XXIe siècle » ; d'autres refusent le « socialisme » désormais pour eux pollué définitivement par sa pratique au siècle passé.

Mais, quand bien même le principe de la convergence serait-il admis, que sa mise en œuvre restera difficile. Car il s'agit de concilier (i) les avancées de la pratique démocratique acquise dans et par les luttes (renoncer nécessairement à la nostalgie des mouvements « commandés » par les « avant gardes ») (ii) les exigences d'unité dans l'action, modestes ou ambitieuses selon les conjonctures locales (nationales).

Le principe de la convergence nécessaire n'est pas accepté par « tous ». Certains courants dits « autonomistes », inspirés plus ou moins de formulations « post modernistes » le refusent. Les mouvements qu'ils inspirent doivent être respectés comme tels ; ils font partie du front des luttes. Certains vont jusqu'à prétendre que le mouvement, fut-il dispersé, construit par lui même l'alternative, allant jusqu'à prétendre que le « sujet individuel » est déjà en voie de devenir l'agent de la transformation (la vision théorique de Negri). Les penseurs des courants autonomistes affirment pouvoir changer le monde sans prendre le pouvoir. L'histoire dira si cela est possible ou illusoire. On peut bien entendu aussi ne pas adhérer à cette thèse théorique. C'est le cas probablement de beaucoup des mouvements populaires puissants engagés dans de grandes luttes. On peut aussi penser (espérer ?) que des organisations héritées du passé – partis politiques, syndicats etc.- sont capables de se transformer dans le sens de la pratique démocratique exigée.

Dans tous les cas, qu'il s'agisse de « grandes organisations » ou de « petites » le conflit oppose la « logique de lutte » (qui fait prévaloir les exigences de celle-ci) aux « logiques d'organisation » (qui font prévaloir les intérêts mis en jeu par les « directions » en place ou en attente de s'en saisir, la participation au pouvoir dominant en place, et de ce fait, favorisent « l'opportunisme »).

5. Des avancées dans des directions ouvrant la voie à la construction de l'alternative ont lieu en ce moment même, en Amérique latine, faisant contraste avec leur absence, ou presque, ailleurs, en Europe, Asie et Afrique.

Ces avancées, au Brésil, en Argentine, Venezuela, Bolivie, Equateur et leur succès visible à venir possible ailleurs – Mexique, Pérou, Nicaragua – sont précisément le produit de la radicalisation de mouvements ayant atteint le niveau de masse critique efficace et de leur convergence

politique. Il s'agit « d'avancées révolutionnaires » dans le sens qu'elles ont amorcé le basculement des rapports sociaux et politiques au bénéfice des classes populaires. Leur succès est dû à leur réponse pratique réelle associant démocratie de la gestion des mouvements et cristallisation politique de leurs projets, surmontant l'émiettement, dominant ailleurs. Que les pouvoirs d'Etat que ces avancées ont produits « posent problème », qu'ils risquent de s'enliser sous la pression des contraintes extérieures et de celles des classes locales privilégiées, qui le nierait ? Faut-il pour autant mépriser les possibilités que ces changements (du pouvoir !) ouvrent aux mouvements populaires ? Ces pouvoirs permettent d'autres avancées, fondées sur l'association (et non la dissociation) de l'affirmation de l'indépendance nationale (vis à vis des USA), de la démocratisation et du progrès social. L'expérience de l'Amérique latine démontre concrètement que les avancées sont d'abord le produit de luttes nationales.

Ces avancées peuvent alors, si elles se multiplient dans une région, modifier le paysage de celle-ci au profit éventuel de la consolidation de leurs acquis. L'exemple du Mercosur l'illustre bien. Conçu comme un projet de marché commun s'inscrivant dans la mondialisation capitaliste (en dépit de sa contradiction partielle avec les objectifs de la puissance dominante, les Etats Unis), cette construction peut prendre un sens nouveau, attelé à l'amorce de perspectives nouvelles ouvertes depuis l'élection de Lula puis de l'émergence du projet politique anti impérialiste bolivarien de l'ALBA.

La convergence ne peut pas être construite aux niveaux mondial et régionaux si elle n'est pas mise en place d'abord aux niveaux nationaux car, qu'on le veuille ou pas, ceux-ci définissent et encadrent les défis concrets et c'est à ces niveaux que se fera ou que ne se fera pas le basculement des rapports de force sociaux et politiques au bénéfice des classes populaires. Les niveaux régionaux et mondial peuvent refléter les avancées nationales, sans doute les faciliter (ou tout au moins ne pas s'ériger en handicap), mais guère plus.

Ailleurs l'image de la réalité, en dépit des luttes, est moins avantageuse.

-En Europe la priorité accordée à la « construction de l'Union Européenne » favorise le glissement au social libéralisme, les illusions entretenues par la rhétorique de la « troisième voie » et du « capitalisme à visage humain ». Le « mouvement » parviendra-t-il par lui-même à surmonter ces handicaps ? Personnellement j'en doute fort et pense que des changements décisifs d'orientation du pouvoir politique constituent un préalable, en particulier la rupture avec l'atlantisme (l'OTAN est l'ennemi des peuples européens). D'autres ne le pensent pas. En Europe orientale, en passe de devenir dans ses relations réelles avec l'Allemagne et l'Europe occidentale l'analogue de ce que fut (et est encore) l'Amérique latine dans ses rapports avec les USA, les illusions sont encore plus grandes.

L'opinion européenne – je pense à celle qui est critique du système en place – est divisée entre « européistes » et « non européistes ». Les uns et les autres pourraient à la rigueur s'accorder sur « l'avantage » que représenterait une Europe unie, donner des contenus différents à cet avantage : celui de constituer une nouvelle super puissance économique, ou de devenir le socle d'une Europe sociale. Ce débat reste abstrait tant qu'on n'a pas répondu à quelques questions préalables. Les conditions qui caractérisent les différents partenaires en Europe – que je ne définis pas seulement par les niveaux inégaux de développement matériel, mais encore par la diversité des cultures politiques- permettent-elles des avancées réalisables ensemble dans la

région ? Ma réponse est négative. Le projet européen a été conçu dès l'origine (par Jean Monnet, un adversaire déclaré de la démocratie) comme non démocratique, destiné à substituer des pouvoirs de décision non démocratiques (déguisés en pouvoirs technocratiques, en fait soumis aux exigences du capital dominant) aux pouvoirs procédant normalement du suffrage. L'Union Européenne n'est pas sortie de cette optique ; l'expression de « déficit démocratique » à son sujet est bien en deçà de la réalité , tout étant mis en œuvre pour bétonner l'édifice contre toute « menace démocratique ». Dans ces conditions l'Europe sociale ne peut être qu'un leurre. La construction éventuelle de celle ci passe par la démolition des institutions de Bruxelles , non leur « réforme ».A son tour cette démolition doit être engagée là où cela est possible, entraînant les autres par la suite et créant ainsi les conditions d'une construction différente et alternative. Si la « gauche » ne prend pas d'initiatives allant dans ce sens, alors les démagogues para nationalistes risquent fort de se retrouver au pouvoir !

Le débat sur cette question ne peut être éludé. Il doit être abordé dans un esprit ouvert aux arguments des uns et des autres.

-En Asie et en Afrique on assiste dans le moment actuel à des dérives que nous qualifions de « culturalistes » qui alimentent l'illusion de projets prétendus « civilisationnels » fondés sur des rassemblements para religieux ou ethniques.

J'entends par culturalisme non pas la reconnaissance banale de la diversité des cultures, ni même celle du devoir de la respecter, mais la thèse selon laquelle celles ci constitueraient des invariants trans historiques, ce qu'elles ne sont pas, et que, sur cette base, des stratégies de réponse aux destructions de la mondialisation capitaliste impérialiste par le repliement sur « l'authenticité culturelle » (revêtue d'oripeaux para religieux ou para ethniques) seraient légitimes et efficaces. Construites au détriment d'autres dimensions de l'«identité » (la classe sociale, la nation) ces stratégies conviennent parfaitement au déploiement du projet capitaliste impérialiste; car les régimes fondés sur cette base ne remettent pas en question les principes du marché mondialisé , se contentant de transférer les conflits des terrains de la réalité sociale aux cieux abstraits de la « culture ».Le « choc des civilisations » est bel et bien une stratégie, celle de l'impérialisme et de ses alliés locaux comprador. Dans ce sens également le discours sur la « diversité culturelle » vient souvent ici au secours de cette enfermement dans des impasses. Ce discours est, au demeurant, parfaitement toléré (voire encouragé) par le pouvoir du capital et de l'impérialisme.

La question est de savoir pourquoi une thèse de ce genre enregistre les succès apparents qu'on constate. La réponse que je donne à cette question met l'accent sur les insuffisances des gauches radicales qui se sont largement alignées sur le projet national populaire des régimes en place durant l'ère de Bandung (1955-80). L'érosion puis l'effondrement de ces régimes – prévisible pour qui en reconnaissait les contradictions et les limites- a entraîné dans leur chute celle des gauches en question. L'alternative radicale capable de dépasser les insuffisances des régimes en place ayant perdu sa crédibilité, un vide dans la culture politique a été créé, que le culturalisme a rempli. A cette raison majeure j'ajouterai le soutien systématique que Washington a apporté aux mouvements culturalistes. Cela dit il n'est pas vrai que les dictatures culturalistes bénéficient d'un soutien indéfectible de leurs peuples. Les signes de résistance et de révolte ne manquent pas. Mais ici comme ailleurs ces révoltes peuvent s'inscrire dans la perspective de reconstruction populaire, ouvrant la voie au progrès du socialisme, ou ne produire qu'un nouveau chaos, ou

encore être récupérées par un projet « démocratique » libéral acceptable par le capitalisme impérialiste.

Le parallèle entre l'évolution retracée ici pour le tiers monde et le défi auquel les peuples européens sont confrontés aujourd'hui s'impose. On reviendra sur le danger d'« un autre monde possible », encore plus sauvage que celui que nous connaissons.

6. La reconstruction d'un « front des pays et des peuples du Sud » constitue l'une des conditions fondamentales pour l'émergence d'un « autre monde », non fondé sur la domination impérialiste.

Sans sous estimer en quoi que ce soit l'importance des transformations de toutes natures qui ont trouvé leur origine dans les sociétés du Nord dans le passé et le présent, celles-ci sont demeurées jusqu'aujourd'hui attelées au char de l'impérialisme. On ne devrait donc pas s'étonner que les grandes transformations à l'échelle mondiale ont trouvé leur origine dans la révolte des peuples des périphéries, de la Révolution russe (le « maillon faible » de l'époque) à celle de la Chine et au front des Non Alignés (Bandoung) qui ont contraint, un moment, l'impérialisme à ,lui, « s'ajuster » à des exigences en conflit avec les logiques de son expansion. Cette page, celle de Bandoung et de la Tricontinentale (1955-1980), d'une mondialisation qui fut multipolaire est tournée.

Les conditions de la mondialisation en place interdisent un « remake » de Bandoung. Les classes dirigeantes des pays du Sud, à l'heure actuelle, tentent de s'inscrire dans cette mondialisation, qu'elles espèrent parfois pouvoir infléchir en leur faveur, mais qu'elles ne combattent pas. Celles-ci se partagent en deux groupes de « pays » : ceux qui ont un projet « national » (dont la nature – capitaliste pour l'essentiel mais nuancé par les concessions ou leur absence en faveur des classes populaires, mais néanmoins en conflit ouvert ou feutré avec les stratégies de l'impérialisme – est à discuter au cas par cas), comme la Chine ou les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine ; ceux qui n'ont pas de projet et acceptent de « s'ajuster » unilatéralement aux exigences du déploiement impérialiste (il s'agit alors de classes dirigeantes compradore).

Des alliances à géométrie variable sont en voie de constitution entre les Etats (les gouvernements), dont on a vu l'émergence au sein de l'OMC. On ne doit pas traiter par le mépris les possibilités que ces rapprochements peuvent ouvrir aux mouvements des classes populaires (sans tomber dans l'illusion).

Un front des « peuples du Sud », allant bien au delà des rapprochements entre classes dirigeantes, est-il possible ? Handicapée par les dérives « culturalistes » signalisées plus haut et les confrontations qu'elles entraînent entre peuples du Sud (sur des bases pseudo religieuses ou pseudo ethniques) la construction de ce front reste difficile. Elle sera moins problématique si et dans la mesure où les Etats « ayant un projet » pourraient – sous la pression de leurs peuples – évoluer dans un sens plus résolument anti impérialiste. Cela implique que leurs projets sortent des ornières de l'illusion que des pouvoirs résolument et exclusivement « capitaliste nationaux » sont en mesure d'infléchir en leur faveur la mondialisation impérialiste et de permettre à leurs pays de devenir des agents actifs dans la mondialisation impérialiste, participant au façonnement du système mondial (et non s'ajustant unilatéralement à celui-ci). Ces illusions sont encore grandes et renforcées par les rhétoriques nationales comme par celles qui flattent les « pays émergents » (en voie de « rattrapage ») développées par les institutions au service de l'impérialisme. Mais

dans la mesure où les faits démentiront ces illusions, de nouveaux blocs nationaux populaires et anti impérialistes pourront se frayer la voie et faciliter l'internationalisme des peuples. Il faut espérer que les forces progressistes du Nord le comprendront et le soutiendront.

7. Deux projets d'un « autre monde » sont actuellement en construction et bien entendu en conflit, feutré ici, violent là. La mondialisation libérale, qui a déjà visiblement échoué sera nécessairement dépassée, mais tombera-t-elle à droite ou à gauche ? Telle est la question décisive.

Le capitalisme est dorénavant et déjà un système social obsolète. Le maintien des privilèges de classe attachés à la « propriété » qui le caractérise exige désormais l'abandon des principes de sa gestion par des moyens dits « libéraux ». L'« apartheid à l'échelle mondiale » est la seule réponse que le capitalisme impérialiste peut donner à cette contradiction.

La poursuite de l'accumulation du capital au bénéfice d'une minorité déclinante de la population du globe exige à la fois l'accélération de la destruction des mondes paysans (la moitié encore de l'humanité), le partage de plus en plus inégal de l'accès aux ressources naturelles de la planète (nécessaire pour le maintien des gaspillages du Nord), la mise en tutelle des industries nouvelles du Sud par le contrôle des technologies de production, leur confinement à exploiter « l'avantage » de leur main d'œuvre à bon marché.

Le bloc social hégémonique porteur de ce projet est constitué par le capital oligopolistique financier mondialisé (qui domine l'alliance), les bourgeoisies du Sud (compradorisées) et peut bénéficier d'un soutien de larges segments des populations du Nord (en particulier de leurs classes moyennes). Mais il se heurte et se heurtera toujours davantage à la résistance des « exclus » : la majorité des peuples du Sud, des minorités en progression possible au Nord. Le Sud – appelé à demeurer la « zone des tempêtes »- ne peut donc être contrôlé que par le moyen du déploiement continu de menaces et d'interventions militaires des puissances impérialistes, associées dans ces entreprises. Telle est la rationalité (criminelle) du projet de Washington de contrôle militaire de la planète et du ralliement en dernière analyse des partenaires européens et japonais à ce projet.

Le capitalisme a été inauguré, à sa naissance, par un gigantesque ethno-génocide, celui des civilisations précolombiennes. Il est aujourd'hui contraint d'envisager un autre crime systématique du même ordre à l'égard des peuples d'Asie et d'Afrique. Et la volonté de préserver le monopole des armes nucléaires au bénéfice des puissances de la triade impérialiste n'est pas le plus anodin des moyens nécessaires pour la poursuite de ce projet.

La mise en œuvre de ce projet est en cours. Le « projet européen » verrouille les choix des peuples de ce continent et les soumet d'une manière irréversible aux exigences de la poursuite de l'accumulation capitaliste et de l'alignement atlantique. Le déploiement des options culturaliste para ethniques et para religieuses dans le Sud perpétue la domination des blocs compradores. Ce « nouveau monde » (« autre » lui aussi !) dispose déjà de son expression idéologique, fondé sur l'affirmation prioritaire non pas des « droits de l'individu », mais de l'individualisme sans rivages, de la substitution du consommateur - client marchand et politique - au citoyen. Une sorte de fascisme « mou » (sans défilés et bras levés), respectueux en apparence ici d'une « démocratie

représentative » vidée de toute portée rénovatrice, là de dictatures sanglantes légitimées par la « spécificité culturelle ».

Il ne s'agit pas là d'un « capitalisme à visage humain », mais bien au contraire d'un stade nouveau du déploiement capitaliste-impérialiste dans toute son horreur sanglante.

Ce projet n'est fort heureusement pas le seul « possible ». Au demeurant les contradictions qui le minent sont telles que son contraire – le socialisme du XXI^e siècle – est loin de constituer une « utopie » (au sens vulgaire de souhait irréaliste).

Le socialisme a une histoire. Dans son premier moment il a conçu le dépassement du capitalisme à partir de ses centres « développés », par la réforme ou par la révolution prolétarienne. Il n'y a pas beaucoup de difficulté à comprendre pourquoi il en a été ainsi : le socialisme s'est constitué – « naturellement » - au sein de la nouvelle classe ouvrière exploitée par le capitalisme industriel de l'Europe du XIX^e siècle. La réalité de sa dimension mondialisée impérialiste, sous estimée dans ce premier moment, devait s'imposer au cours du XX^e siècle. Tandis que la « révolution » s'éloignait de l'horizon dans les centres du système, celle-ci prenait corps dans ses périphéries, de la Russie à la Chine. Mais il s'agissait alors d'une « autre révolution » associant dans toutes leurs contradictions des aspirations socialistes et d'autres de nature capitaliste, des exigences de libération nationale et celles de l'universalisme. Le maoïsme a tenté de donner une cohérence efficace à cet ensemble d'aspirations toutes légitimes à leur manière.

Les libérations nationales en Asie et en Afrique, formes diluées de révoltes de même nature contre l'ordre impérialiste, ont tenté à leur manière et dans leurs limites de fonder leur légitimité par des propositions théoriques nouvelles, en rupture avec le marxisme historique, dont Franz Fanon entre autre a été porteur (« les damnés de la terre »), trouvant un écho en Occident même (par la formulation à la Marcuse, des rôles d'avant gardes des « exclus »). Ces questions sont toujours présentes et trouvent leurs expressions renouvelées au sein des « altermondialismes » d'aujourd'hui.

Car le défi reste entier, et toujours identique à lui même, en dépit des transformations objectives majeures produites d'ailleurs par les victoires emportées par les peuples au XX^e siècle, et des conjonctions du moment. Le capitalisme obsolète (je dis « sénile ») est devenu l'ennemi de l'humanité entière et non plus seulement des classes ouvrières qu'il exploite directement. L'humanité doit et peut remettre en question sa prétendue « pérennité » et s'engager dans la construction du (ou des) socialisme (s) du XXI^e siècle.

Cette construction, compte tenu de la réalité façonnée par le déploiement impérialiste, et de la diversité des conjonctures des luttes en cours, ne peut être que graduelle et elle même diverse. C'est pourquoi je préfère parler d'avancées révolutionnaires à l'ordre du jour plutôt que de « révolutions » (dont le terme laisse entendre que les solutions qu'elles apportent sont « définitives » et « totales »).

Ces avancées impliquent bien entendu que les blocs sociaux hégémoniques alternatifs dont elles permettent la mise en place (et le pouvoir) intègrent les grandes majorités populaires du Sud (en particulier les paysans).

D'autres avancées, de nature probablement différente, sont possibles dans les centres impérialistes eux-mêmes. La « question européenne » retrouve ici sa place. Le conflit possible entre les aspirations des peuples de l'Europe et le projet atlantiste de Washington et de Bruxelles ne trouve pas, à mon avis, son fondement sur le conflit des intérêts du capital dominant (celui-ci, en dépit de ces conflits secondaires, reste stratégiquement soudé dans une vision commune des exigences de la gestion de la planète), mais dans les divergences qui opposent les cultures politiques européennes à celle des Etats Unis, une question sur laquelle je me suis exprimé ailleurs.

Le socialisme du XXI^e siècle sera le produit de la convergence de ces avancées au Sud et au Nord, permettant simultanément le dépassement des logiques exclusives de l'accumulation et la construction d'une mondialisation multipolaire négociée. Je ne reviendrai pas non plus ici sur les questions que j'ai soulevées dans ces perspectives, en particulier celles concernant l'association (et non la dissociation) des aspirations démocratiques et du progrès social. Cette option exclut l'adhésion au modèle de la « démocratie représentative » - elle-même en crise dans les pays de l'Occident capitaliste, et dont d'ailleurs le projet de « l'autre monde » en voie de construction s'emploie à annihiler le potentiel rénovateur - , comme elle implique la critique radicale des discours qui tentent de l'imposer : le discours des droits de l'homme (et les pratiques de deux poids-deux mesures dans les interventions qui en saisissent le prétexte), le discours de la société civile non politique, le discours légitimant « l'exportation de la démocratie » (le nouveau drapeau de ralliement au projet impérialiste, analogue à ceux qui, hier au nom de la christianisation des Amérindiens puis au nom de la « civilisation », ont servi de justificatif aux colonisations), le discours sur le « totalitarisme » dont la fonction est d'exclure toute perspective dépassant la « démocratie libérale ».

La construction de la convergence dans la diversité des luttes qui peuvent s'inscrire dans la perspective du socialisme du XXI^e siècle restitue sa place à l'universalisme, lui-même nié par les discours culturalistes post modernistes qui s'inscrivent objectivement dans la perspective de l'apartheid mondialisé. L'affirmation de cet universalisme n'est pas synonyme de « l'occidentalisation du monde », ni de la négation des spécificités. Mais il replace celles-ci dans leur cadre véritable, celui de produits de parcours historiques diversifiés générateurs de cultures politiques à la fois différentes et en transformation permanente.

Le combat pour le socialisme du XXI^e siècle doit aussi prendre la mesure exacte de la dimension immédiate majeure du défi que représente le projet de contrôle militaire de la planète soit pas les Etats Unis seuls soit par l'impérialisme collectif de la triade (Etats Unis, Europe, Japon). Ce défi place la géopolitique au devant de la scène. Car tant que ce projet n'aura pas été mis en déroute toutes les avancées possibles ici ou là resteront vulnérables à l'extrême.